

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

article L.2123-1 du code de la commande publique

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**MARCHE DE TRAVAUX AYANT POUR OBJET LA MISE EN PLACE DE BALLONS
D'EAU CHAUDE SANITAIRE, RÉFECTION DU RÉSEAU D'EAU CHAUDE SANITAIRE
ET REMPLACEMENT DE CHAUDIÈRES INDIVIDUELLES POUR LA RÉGION DE
GENDARMERIE DU CENTRE-VAL DE LOIRE**

VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

Numéro de consultation : MAPA032025RGCVL_ECS-CHAUDIERES

Procédure de passation : Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (CCP).

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Lundi 1^{er} septembre 2025 - 12h00

Code CPV :

CPV principal : 45454100 – travaux de réfection

CPV lot 1 : 45330000 Travaux de plomberie

CPV lot 2 : 45330000 Travaux de plomberie

CPV lot 3 : 45331110 – Travaux d'installation de chaudières

GM :

36.02.03– Travaux de réhabilitation de Bâtiment

37.03.08 – Travaux de plomberie

Le présent RC comporte les annexes suivantes :

Annexe A	Cadre de réponse technique
Annexe B	Attestation de visite

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – PROCÉDURE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 3 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
3.1 – Allotissement.....	4
3.2 - Décomposition en tranches.....	4
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 – LIEU D'EXÉCUTION.....	6
ARTICLE 6 – VARIANTES.....	7
ARTICLE 7 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES.....	7
ARTICLE 8– TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	7
ARTICLE 9 – INFORMATIONS AUX CANDIDATS.....	8
9.1. Contenu des documents de la consultation.....	8
9.2. Modalités de retrait des documents de la consultation.....	8
9.3. Modalités de transmission des offres.....	9
9.4. Date et heure de réception des plis.....	10
9.5. Demandes de renseignements complémentaires.....	10
9.6. Modification des documents de la consultation.....	11
9.7. Prolongation du délai de réception des offres.....	11
9.8. Visite sur site.....	11
ARTICLE 10 - CONTENU DES CANDIDATURES.....	12
10.1. Motifs d'exclusion.....	12
10.2. Conditions de participation.....	13
10.3. Groupement d'opérateurs économiques.....	13
10.4. Précisions concernant la sous-traitance.....	14
ARTICLE 11- EXAMEN DES CANDIDATURES.....	15
ARTICLE 12 - EXAMEN DES OFFRES.....	15
ARTICLE 13 - JUGEMENT DES OFFRES.....	16
13.1 Sélection des offres :	16
13.2. Critères d'attribution.....	16
13.3. Méthode de notation des offres.....	17
ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES.....	18
ARTICLE 15 - MODALITÉ DE TRANSMISSION DES PLIS.....	18
ARTICLE 16 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	18
16.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	19
16.2. Signature du marché.....	19
ARTICLE 17 - LANGUE.....	20
ARTICLE 18 - UNITÉ MONÉTAIRE.....	20
ARTICLE 19 - MEDIATION.....	20
ARTICLE 20 - CONTENTIEUX.....	20

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Ce marché a pour objet la mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire, la réfection de réseaux d'eau chaude sanitaire et le remplacement de chaudières individuelles pour la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.

Le marché portera sur les sites suivants :

- La mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 27 à 51 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux ;
- La mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 001 à 005 de la caserne de gendarmerie sise 4 rue des Tanneurs, à Vendôme ;
- La mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 009 à 011 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise ;
- La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire des bâtiments 100 à 120 et 127 à 130 de la caserne de gendarmerie La Haye sise 62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers ;
- La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 008 à 018 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé ;
- Le remplacement de chaudières individuelles des bâtiments 005 à 007 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.

Maître d'ouvrage (MOA)	Maître d'œuvre (MOE)
Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire Bureau du Budget et de l'administration / SA 07, boulevard Marie Stuart - BP 2537 45038 ORLÉANS CEDEX 1 Mail : bba.dao.rgcvl+MP@gendarmerie.interieur.gouv.fr Tél : 02.38.52.51.06	Région de gendarmerie du Centre – Val de Loire Bureau de l'immobilier et du logement Caserne Connétable de Richemont 7 boulevard Marie Stuart 45038 ORLÉANS CEDEX 1 Mail : bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr Tél : 02.38.52.51.28

Le marché porte sur les prestations telles qu'elles sont décrites aux CCTP.

Il est fait application du **CCAG-TRAVAUX** approuvé par arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

ARTICLE 2 – PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (CCP) et s'exécute par tranche.

ARTICLE 3 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est **mono-attributaire** pour chacun des lots décrits ci-après en application de l'article R.2162-10 du Code de la commande publique.

3.1 – Allotissement

Le marché est alloti en **3 lots** conformément à l'articles L2113-10 du Code de la commande publique selon un périmètre technique ci-après désigné.

N° du lot	Allotissement
1	Mise en place de ballon d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
2	Réfection du réseau d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
3	Remplacement de chaudières individuelles pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour un lot ou plusieurs lots pour chacun des lots décrits ci-dessus.

3.2 - Décomposition en tranches

Les lots sont fractionnés par tranche comme décrit ci-après et au CCTP :

Les prestations attendues au titre des lots et des tranches sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

N° du lot	Allotissement
1	Mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire
	Tranche ferme : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 45 à 51 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 1 : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 33 à 38 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 2 : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 39 à 44 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 3 : mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 27 à 32 de la caserne de gendarmerie Bertrand sise 19 rue de la Sablonnière, à Dreux
	Tranche optionnelle n° 4 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 001 à 005 de la caserne de gendarmerie sise 4 rue des Tanneurs, à Vendôme.

	<p>Tranche optionnelle n° 5 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements du bâtiment 009 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise.</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 6 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements du bâtiment 010 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise.</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 7 : La mise en place de ballons d'eau chaude sanitaire dans les logements du bâtiment 011 de la caserne de gendarmerie sise 1 boulevard Anatole France, à Amboise.</p>
2	<p>Réfection du réseau d'eau chaude sanitaire pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire</p>
	<p>Tranche ferme : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 016 à 018 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé.</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 1 : la réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 008 à 011 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 2 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 012 et 013 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé.</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 3 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire dans les logements des bâtiments 014 et 015 de la caserne de gendarmerie Dupré sise 43 rue du Maréchal Leclerc, à Lucé</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 4 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire des bâtiments 100/101/102 – 103/104 – 112A – 114/115 – 116/117 – 120 de la caserne de gendarmerie La Haye sise 62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers.</p>
3	<p>Tranche optionnelle n° 5 : La réfection du réseau d'eau chaude sanitaire des bâtiments 105/106/107/108/109 – 110/111 – 113A/113B – 118/119 – 127/128 – 129/130 de la caserne de gendarmerie La Haye sise 62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers.</p>
	<p>Remplacement de chaudières individuelles gaz pour la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire</p>
	<p>Tranche ferme : Le remplacement de chaudières individuelles du bâtiment 006 – logements 1 à 12 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.</p>
	<p>Tranche optionnelle n° 1 : Le remplacement de chaudières individuelles du bâtiment 006 – logements 13 à 24 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.</p>

	<p>Tranche optionnelle n° 2 : Le remplacement de chaudières individuelles du bâtiment 007 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges.</p>
	<p>Tranche optionnelle n°3 : Le remplacement d'une chaudière individuelle du bâtiment 005 de la caserne de gendarmerie Vitoux sise 8 chemin Noir, à Bourges</p>

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est notifié au Titulaire par la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire. Il prend effet à compter de sa date de notification.

La notification au Titulaire des décisions ou informations de la Région de gendarmerie Centre-Val de Loire qui font courir un délai est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Pourront être transmis ainsi les lettres, ordres de service, les notes d'observations et les mentions des visas des documents. Le Titulaire en accuse expressément réception ; à défaut la date de notification est réputée être celle de la date d'envoi de l'ordre de service augmenté de 3 jours francs.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Le marché est conclu pour une durée ferme de 60 mois.

Les tranches fermes ont pour limite de livraison de chantier le 31/12/2025

ARTICLE 5 – LIEU D'EXÉCUTION

A titre indicatif et de manière non exhaustive, le présent marché porte sur les sites suivants :

19 rue de la Sablonnière
28200 Dreux

4 rue des Tanneurs
41100 Vendôme

1 boulevard Anatole France
37400 Amboise

62 faubourg d'Orléans, à Pithiviers
45500 Pithiviers

43 rue du Maréchal Leclerc
28000 Lucé

Contact	Bureau de l'Immobilier et du Logement (BIL) d'Orléans Tél : 02.38.52.51.28 (Majore PLANCHE Marina)
----------------	--

ARTICLE 6 – VARIANTES

Aucune variante n'est sollicitée par le pouvoir adjudicateur et les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières (article 18.1 du CCAP), et un critère de jugement des offres. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières (article 18.2 du CCAP).

ARTICLE 8– TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

→ Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

→ Coordonnées du délégué à la protection des données :

M. le délégué ministériel à la protection des données
Ministère de l'intérieur
Place Beauvau, 75800 Paris
Delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr

→ Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

→ Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

- ➔ **Destinataires ou catégorie de destinataires** : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.
- ➔ **Durée de conservation** : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat. Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données. La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 9 – INFORMATIONS AUX CANDIDATS

9.1. Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- ➔ Le présent **règlement de consultation et ses annexes** :
 - Annexe A : Cadre de réponse technique (CRT)
 - Annexe B : Attestation de visite
- ➔ **l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes financières** :
 - Annexe 1 : DPGF – décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour chaque lot
- ➔ Le **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
 - Annexe 1 : Procédure de dématérialisation de la facturation
 - Annexe 2 : Conditions d'accès dans les services de gendarmerie
- ➔ Le **cahier des clauses techniques particulières (CTP)**

Nota : Le candidat veillera à compléter l'ensemble des documents mis à sa disposition pour chacun des lots auquel il candidate et à les nommer de façon à pouvoir identifier facilement les documents. Pour les fichiers calc., le candidat est prévenu que plusieurs onglets/feuilles de calcul sont à compléter.

9.2. Modalités de retrait des documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur utilise le profil d'acheteur dénommé PLACE hébergé à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation.

Les candidats qui téléchargent le dossier de consultation sont invités à laisser leurs coordonnées sur la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr afin de pouvoir être informés des questions/réponses des candidats et des éventuelles modifications du dossier de consultation. Les documents de la consultation sont accessibles gratuitement et uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

L'inscription sur la plate-forme n'est pas obligatoire, toutefois elle est fortement recommandée afin de recevoir toutes les informations complémentaires concernant cette consultation (rectifications, réponses aux questions).

9.3. Modalités de transmission des offres

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté. Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque soumissionnaire. Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- ➔ Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- ➔ Assistance téléphonique ;
- ➔ Module d'autoformation à destination des candidats ;
- ➔ Foire aux questions ;
- ➔ Outils informatiques.

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- ➔ Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- ➔ Macros ;
- ➔ ActiveX, Applets, scripts.

Horodatage

Les plis (offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

En application du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022, le soumissionnaire peut adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres. Le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du soumissionnaire.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique ;
- en cas d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite. Le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en mains propres contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
Bureau du Budget et de l'Administration / SA
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1

Antivirus

Le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

9.4. Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **lundi 1^{er} septembre 2025 à 12h00** (heure de Paris). Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

9.5. Demandes de renseignements complémentaires

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La réponse s'effectuera via ce service.

Les questions doivent être posées au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de réception des offres pour permettre une éventuelle diffusion de la réponse à tous les candidats potentiels dans de bonnes conditions.

IMPORTANT : Hors du cadre de la plate-forme d'achat PLACE, aucune question ne sera traitée directement par téléphone, courriel ou courrier.

9.6. Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **7 jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du **dernier dossier modifié**. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis son offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de remise des offres.

9.7. Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **7 jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

9.8. Visite sur site

Compte tenu de la nécessité de se raccorder sur les installations existantes, les entreprises ont l'obligation de visiter les sites : Uniquement sur rendez-vous préalable auprès du Maître d'Ouvrage :

- pour Dreux – ADJ REGNIEZ – 06.43.57.50.62
- pour Vendôme – GND GANDON – 06.75.26.67.50
- pour Amboise – M GARNIER – 07.88.79.49.11
- pour Pithiviers – ADC TURBANT – 06.80.23.56.64
- pour Lucé – ADJ MORHANGE – 06.19.64.84.54
- pour Bourges – ADC CIRELLI – 06.29.27.65.80

Chaque candidat procédera à la **visite obligatoire** du site à l'issue de laquelle lui sera remis une attestation de visite signée par le responsable de site (ou toute autre personne du site) qui devra être jointe à son dossier d'offre.

Le soumissionnaire pour un lot devra obligatoirement visiter l'ensemble des tranches concernées par le lot soit la tranche ferme et toutes les tranches optionnelles.

Pour l'organisation et la planification des visites, le soumissionnaire contactera par mail le BIL de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire qui assure le suivi technique à l'adresse suivante : bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr au moins cinq (5) jours calendaires avant la date envisagée.

Toute question en cours ou consécutive à cette visite devra faire l'objet d'une demande écrite sur le site PLACE.

En conséquence, aucune information ne pourra être donnée directement au cours de la visite.

Les entreprises soumissionnaires seront obligatoirement accompagnées par un représentant de la gendarmerie pendant la totalité de la visite du site.

En effectuant la visite du site, et de ce fait avant de remettre leur offre, les entreprises soumissionnaires reconnaissent avoir pris connaissance notamment :

- Des difficultés de circulation à l'intérieur du site et d'accès aux zones de travaux ;
- de la position et de l'état de conservation des ouvrages à déposer et des ouvrages maintenus ;
- des conditions de stockage ;
- des accès au site, des largeurs et de l'état des voies de desserte ;
- des possibilités de stationnement et de giration, des véhicules légers, des camions et des engins ;
- des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, bâtiments, voisins ;
- des contraintes de service.

En conséquence, les prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières découlant des caractéristiques du site et de son environnement. L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas prétendre à une quelconque indemnité en les évoquant.

Les visites sont exécutées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent. Les dispositions particulières d'exécution liées à ces mesures de sécurité sont les suivantes :

1. Compte tenu du contexte sécuritaire actuel et conformément au code de la sécurité intérieure (notamment art. L114-1, L234-1 et 2 et R114-4), l'autorisation d'accès à l'emprise militaire est subordonnée à la réalisation préalable d'une enquête administrative de sécurité.

2. Dans ce cadre, le titulaire adressera par mail la liste des personnes visitant le site, en mentionnant leur nom, prénom, lieu et date de naissance, et, dans un deuxième temps, les aviser nominativement que ce contrôle aura lieu. Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE "la durée de conservation des données est limitée au strict minimum" soit durant la consultation et l'exécution du marché.

En cas de non visite des sites, l'offre sera rejetée.

ARTICLE 10 - CONTENU DES CANDIDATURES

Les articles L2142-1, R2143-3 à R2143-12 et R2343-7 du Code de la commande publique s'appliquent.

10.1. Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions des articles L 2141-1 à L 2141-11 du CCP, sont exclues de la procédure de passation les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe l'acheteur sans délai. En cas d'interdiction de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur (articles L 2141-7 à L 2141-11 du CCP), sur demande de l'acheteur, l'opérateur économique apporte tous les éléments permettant d'établir que sa fiabilité, son professionnalisme et sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

En application des dispositions de l'article R 2144-4 du CCP, l'acheteur ne peut exiger que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

10.2. Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché selon l'article R2142-4 du Code de la commande publique. Si le candidat postule sur plusieurs lots, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières, et ce lot par lot.

10.3. Groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

→ Conditions de participation : groupement d'entreprises

Dans le cadre de la consultation, conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

→ Forme du groupement :

La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

→ Pièces exigées pour la candidature :

Documents	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	- Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (disponible dans le dossier de consultation) - Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
Déclaration du candidat (DC2)	- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (disponible dans le dossier de consultation) - le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement
Document Unique de Marché Européen (DUME)	- En lieu et place des DC1 et DC2 sus-mentionnés, il est possible de présenter le formulaire DUME accessible : <ul style="list-style-type: none">• depuis le service exposé de PLACE• depuis l'adresse URL suivante : https://dume.chorus-pro.gouv.fr Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) du formulaire sont à renseigner.

	- Un DUME par co-traitant.
Capacité économique et financière	
Chiffres d'affaires	- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles -Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.
Pouvoir de signature	Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (<i>en cas de groupement, pour chacune des entreprises</i>).
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Références	- Liste des prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, et précisant si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.
Qualifications Certifications	Certificats de qualification professionnelle type QUALIBAT, QUALIFELEC, APMIS ou équivalent : la preuve de la capacité du candidat peut être rapportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux.
Effectifs	- Indication des titres d'études et professionnels du candidat et des cadres de l'entreprise.

Si le candidat est en redressement judiciaire ou sous le coup d'une procédure étrangère équivalente, il fournira la copie du ou des jugements prononcés.

En complément, il est possible d'anticiper la remise des pièces suivantes dès la candidature :

➡	Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
➡	Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins de 6 mois .
➡	L'attestation d'assurance en cours de validité. La garantie devra être suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations
➡	Un relevé d'identité bancaire.

10.4. Précisions concernant la sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) qui est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration->

du-candidat. Le DC4 doit être dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

ARTICLE 11- EXAMEN DES CANDIDATURES

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'examen des candidatures se fait au travers :

- ➔ des connaissances techniques ;
- ➔ des références relatives à des services et travaux de même nature et d'ampleur équivalente ;
- ➔ de la qualification du personnel.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

L'acheteur peut, dans les conditions prévues à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, permettre une régularisation des candidatures.

Les candidats sont informés que l'acheteur pourra examiner les offres avant les candidatures.

ARTICLE 12 - EXAMEN DES OFFRES

Dans le cadre de l'élaboration d'un dossier « offre », tous les fichiers tableurs devront être transmis en format modifiable (type EXCEL ou CALC).

L'offre du candidat doit obligatoirement comporter les pièces suivantes :

Documents à l'appui de l'offre	Descriptif des attendus
L'acte d'engagement (ATTRI1)	- Document joint au dossier de consultation et à compléter - Transmission au format PDF.
Déclaration de sous-traitance (DC4)	- Le cas échéant, le candidat pourra remettre les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants (DC4) en annexe à l'acte d'engagement.
Annexe financière à l'acte d'engagement : - Annexe 1 -DPGF	- Les Bordereaux des prix sont joints au dossier de consultation. - Ils sont à compléter exhaustivement sans autre modification. - Il est recommandé la transmission d'une version modifiable (de type excel ou calc) afin de faciliter l'analyse des offres et la transmission d'une version non modifiable de type PDF. - Ces documents doivent être complétés pour chaque lot auquel le candidat soumissionne et pour chaque onglet.

Le cadre de réponse technique (CRT- Annexe A)	<p>- Dans son cadre de réponse technique, le candidat révèle sa compréhension exhaustive des stipulations du marché et sa capacité d'y satisfaire.</p> <p>➔ A cette fin, il transmettra sa réponse technique en complétant le cadre de réponse technique joint, en respectant le fond et la forme.</p> <p>➔ Le cadre de réponse technique se doit de répondre aux éléments spécifiés dans les critères d'attribution.</p>
Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent	Document au format PDF
Attestation(s) de visite (Annexe B)	Datée et signée par les deux parties
La signature des documents n'est pas demandée au stade de la remise des offres	

ARTICLE 13 - JUGEMENT DES OFFRES

13.1 Sélection des offres :

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-5 à L 2152-8 et R 2151-6 à R 2151-13 du CCP.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées conformément à l'article L.2152-1 du code de la commande publique. Sont éliminées de la présente consultation sans être classées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- ➔ **inappropriée** : une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- ➔ **irrégulière** : une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- ➔ **inacceptable** : une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation, ni à une modification de l'offre.

Le marché à conclure dans le cadre de la consultation sera attribué sur la base des critères pondérés d'attribution du marché ci-après énumérés :

13.2. Critères d'attribution

L'examen des offres se fait au travers des trois critères suivants :

Critères	Pondération
Critère n°1 – Valeur financière de l'offre	65%
Critère n°2 - Valeur technique de l'offre	25%

Critère n°3 – Considérations environnementales et sociales de l'offre	10%
--	------------

13.3. Méthode de notation des offres

Les sous-critères suivants seront évalués de la manière suivante :

Note 0 : absence d'informations permettant d'évaluer le sous-critère

Note 1 : éléments d'appréciation succincts

Note 2 : éléments d'appréciation assez satisfaisants mais incomplets sur certains points

Note 3 : éléments d'appréciation pertinents répondant correctement aux besoins mais incomplets sur un point

Note 4 : éléments d'appréciation très pertinents et complets, répondant parfaitement aux besoins

Si besoin cette notation sera assortie de demi-points.

- **La valeur technique des offres (pondération 25 %)**

Elle sera évaluée sur la base du cadre de réponse technique dans lequel sont présentés les éléments suivants :

Valeur technique de l'offre	Pondération
Sous-critère n° 1 - Moyens humains et techniques pour assurer les prestations Moyens humains <ul style="list-style-type: none"> • Organisation et nombre d'intervenants affectés à l'exécution des prestations et interlocuteur dédié • Expérience et qualification des intervenants • Modalités d'organisation des équipes et de l'encadrement Moyens matériels <ul style="list-style-type: none"> • Moyens matériels à disposition pour le bon déroulement des travaux : véhicules, outillage, EPI... • Listing des équipements et matériels utilisés. 	10%
Sous-critère n° 2 – Méthodologie et organisation du chantier <ul style="list-style-type: none"> • Compréhension et l'analyse de la mission attendue et des besoins • Planification : calendrier prévisionnel de réalisation des travaux • Technique et plan d'action utilisés pour réaliser les travaux • Fiches techniques des équipements et matériaux proposés 	15%

- **Le prix de la prestation (pondération 65%)**

Valeur financière de l'offre	Pondération
Prix proposé	65%

- **Considérations environnementales et sociales (pondération 10%)**

Il sera évalué sur la base des éléments suivants :

Considérations environnementales et sociales de l'offre	Pondération
<ul style="list-style-type: none"> Mesures prévues en matière de protection de l'environnement, explicitant les mesures prévues d'être mises en œuvre pour évaluer et mesurer l'engagement pris tout au long de l'exécution du marché Justificatifs de mise en œuvre de la clause d'insertion 	10%

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

- Note finale**

La note finale de l'offre sera obtenue en ajoutant la note du critère « valeur technique » pondérée à hauteur de 25 %, celle du critère « prix » pondérée à hauteur de 65 % et celle des « considérations environnementales et sociales » pondérée à hauteur de 10 %. Le marché sera attribué au candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée. En cas d'égalité de notes finales de deux candidats, le mieux noté au critère « prix de la prestation » sera classé en meilleure position.

- Durée de validité des offres**

La durée de validité des offres est fixée à **120 jours** à compter de la date de remise des offres.

ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément aux articles L2152-5, L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 dans le cas où les offres des candidats paraîtraient anormalement basses, ces derniers devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration permettant d'apprécier si l'offre présente bien toutes les garanties de bonne exécution des prestations.

ARTICLE 15 - MODALITÉ DE TRANSMISSION DES PLIS

Les plis devront être reçus au plus tard aux date et heure limites indiquées en **page de garde du présent document**. Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "*copie de sauvegarde*" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Les candidats sont informés que le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur le site peut varier notablement en fonction de l'état du réseau et du volume du fichier concerné. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plateforme étant prise en compte, les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en terme de délai pour que leurs dossiers, notamment ceux particulièrement volumineux, soient déposés sur la plateforme dans les délais.

ARTICLE 16 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation. Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du Code de la commande publique.

16.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- ➔ directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
- ➔ d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Documents	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoirs	Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société
Assurance RC	Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité
Assurance Décennale	Attestation d'assurance responsabilité décennale en cours de validité
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 11 salariés
Copie du ou des jugements prononcés dans le cadre de redressement judiciaire	En cas de redressement judiciaire ou procédure équivalente régie par un droit étranger

16.2. Signature du marché

La signature n'est pas obligatoire lors du dépôt de l'offre sur www.marches-publics.gouv.fr.

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11). La Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire invitera éventuellement l'attributaire à lui retourner, dans un délai de huit jours francs, l'original de l'acte d'engagement signé par la personne dûment habilitée à engager la société, de manière manuscrite ou électronique. En cas de dépassement de ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après. Tout défaut de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

ARTICLE 17 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 18 - UNITÉ MONÉTAIRE

L'unité monétaire est l'euro.

ARTICLE 19 - MEDIATION

→ Le rôle du médiateur :

Le médiateur des entreprises s'adresse à tous les acteurs économiques, tant publics que privés. Il les aide à résoudre leurs différends lorsqu'ils rencontrent des difficultés contractuelles ou relationnelles. Il encourage l'adoption et la diffusion de bonnes pratiques dans les relations commerciales entre partenaires privés ou entre acteurs publics et privés.

→ Saisir le médiateur :

Vous pouvez demander une médiation directement sur la page d'accueil du site web : www.mediateur-des-entreprises.fr (formulaire en ligne) ou poser toute question liée à votre situation en remplissant le formulaire de contact.

ARTICLE 20 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Tél : 02 38 77 59 00 - Fax : 02 38 53 85 16

greffe.ta-orleans@juradm.fr

<http://orleans.tribunal-administratif.fr>